

## **Au Sud comme au Nord les femmes face à la crise de la dette et aux politiques d'ajustement macroéconomique**

Le CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes) est un réseau international qui depuis bientôt trente ans analyse la problématique des dettes illégitimes et des mesures d'ajustement macroéconomique.

La dette publique et les mesures d'austérité adoptées dans le but de réduire cette première ont très souvent des répercussions socio-économiques importantes sur les populations. Ici nous analysons ces conséquences sur une catégorie importante de la société : les femmes.

Ces politiques sont en effet “sexuées” tant dans leurs caractéristiques que dans leurs effets. Les *plans d'ajustement structurel* (PAS) -appliqués depuis la crise de la dette des années 1980- ont appauvri les femmes du Sud, tout comme les plans d'austérité- conçus à partir de 2010-2011 pour faire face à la crise des dettes souveraines en Europe - ont des conséquences majeures pour les femmes .

Loin de s'attaquer aux véritables responsables de cette crise, **l'austérité touche les populations les plus fragilisées, les plus précaires parmi lesquelles les femmes sont sur-représentées et plus particulièrement, celles qui sont les plus vulnérables** (les mères célibataires, les femmes jeunes, âgées, migrantes, les femmes provenant d'une minorité ethnique, du milieu rural...). Privatisations, libéralisations, restrictions budgétaires au menu des politiques néolibérales justifiées par la dette sabrent les droits sociaux des femmes, accentuent leur pauvreté, durcissent et aggravent les inégalités entre les sexes et sapent les conquêtes féministes.

Examinons d'un peu plus près les effets de certaines<sup>1</sup> de ces mesures au menu des programmes d'ajustement structurel au Sud et d'austérité en Europe sachant qu'elles ont toutes des conséquences néfastes sur les femmes quelque soit leur pays, leur culture, le niveau de développement de leur pays avec des variations quant à l'intensité des déstructurations sociales générées par ces mesures.

### **L'impact de la crise de la dette et de l'austérité sur le travail et le salaire des femmes**

Partout où elles sont appliquées, les mesures néolibérales ne réussissent qu'à alimenter une dynamique de crise, de stagnation et de déclin allant de pair avec une aggravation de la pauvreté et des inégalités qui touchent en premier lieu les femmes.

Un constat important est à rajouter ici : bien avant la récession en Europe et la crise de la dette dans les pays du Sud, la situation des femmes sur le marché du travail était déjà loin d'être égalitaire (à celle des hommes). Au Sud comme au Nord les femmes sont majoritaires dans les emplois précaires (contrats à durée déterminée, travail intérimaire, travail informel), les premiers à être supprimés en cas de licenciements<sup>2</sup> et ne permettant pas ou peu aux travailleuses d'accéder à une bonne protection sociale . De plus elles sont majoritaires dans les temps partiels<sup>3</sup> ce qui réduit fortement le montant des cotisations pour leurs pensions. Tous ces inégalités se sont encore plus accentuées, comme nous le verrons, depuis le début de la crise et de l'application des mesures de politique budgétaire restrictives.

La crise de la dette a par exemple eu des répercussions importantes concernant **la perte d'emploi et le taux de chômage**, et les mesures pour faire face à ce problème n'ont fait qu'aggraver la situation.

---

1 Pour des raisons d'espace nous allons ici mentionner que quelques mesures d'ajustement structurel et de politiques restrictives appliquées en Europe.

2 Entre 2007 et 2013, selon Eurostat, l'ensemble des formes de contrats temporaires (CDD, intérim) est passé de 19% à 15,7 % de l'emploi salarié total. Il ne s'agit pas d'un paradoxe puisque sous l'effet de la crise, le chômage a explosé dans l'Union, surtout au Sud. Or en période de difficultés, ces salariés sont les premiers que les entreprises renvoient. Pour plus d'info voir: [https://www.inegalites.fr/L-etat-de-la-precarite-d-emploi-en-Europe?id\\_theme=23](https://www.inegalites.fr/L-etat-de-la-precarite-d-emploi-en-Europe?id_theme=23)

3 Dans l'Union européenne, si 7 % des hommes ont un temps de travail inférieur à 20 heures par semaine, c'est le cas de 19 % des femmes. Pour plus d'info voir: [https://www.inegalites.fr/L-etat-de-la-precarite-d-emploi-en-Europe?id\\_theme=23](https://www.inegalites.fr/L-etat-de-la-precarite-d-emploi-en-Europe?id_theme=23)

D'après le Bureau International du travail (BIT), les salaires réels ont chuté de 50 à 60% dans la plupart des pays africains depuis le début des années 1980<sup>4</sup>, tandis que depuis le début de la crise européenne, le chômage des femmes n'a pas cessé d'augmenter (avec une petite amélioration cette dernière année). En septembre 2017, il a atteint un taux moyen de 9,3% (contre un 8,6% pour les hommes) dans la zone euro<sup>5</sup>.

Le taux de chômage pour les femmes en Grèce est passé de 11,7% en mai 2008 (contre 6,1% des hommes) à 25,3 % en juillet 2017 (contre 17,5% pour les hommes). Ce chiffre atteint 55,9% si on considère les femmes de moins de 25 ans (46,6% pour les jeunes hommes)<sup>6</sup>.

Au sud de la péninsule italienne, le pourcentage des mères sans emploi n'atteint pas moins de 56,7%<sup>7</sup>.

Dans les pays du Sud, le **contrôle des salaires**, signifiant le plus souvent un gel ou une diminution franche des rémunérations, constitue de tout temps une condition à remplir pour « bénéficiaire » d'un prêt des Institutions Financières Internationales (IFI). À titre d'exemple, la Corée du Sud a reçu, en 1997, 57 milliards de dollars en prêts en échange de l'acceptation des conditions du FMI qui a obligé le gouvernement à introduire la « flexibilité de la main d'œuvre ». Cette obligation a eu pour conséquence des compressions de salaires, des licenciements de travailleurs en surplus<sup>8</sup>. À cette époque, 7 femmes coréennes ont été licenciées pour un 1 homme<sup>9</sup>.

Ces politiques imposées au nom du remboursement de la dette agissaient notamment sur trois volets: 1. La dévaluation de la monnaie locale 2. L'incitation à l'exportation 3. La libéralisation de l'économie nationale pour l'ouvrir au commerce mondial. La dévaluation de la monnaie nationale augmente le coût de produits importés alors que le prix des marchandises produites localement diminue sur les marchés internationaux. Cette mesure est supposée d'un côté augmenter les exportations du pays (et donc réduire le déficit de la balance des paiements) et de l'autre permettre d'avoir suffisamment de liquidités (généralement des devises) pour faire face au remboursement de la dette.

Puisque une des conditionnalités était la fin de la subsidiation des produits de base, beaucoup de femmes- premières productrices de l'agriculture locale et de subsistance- se sont retrouvées dans l'incapacité de payer ce surcoût et donc d'assurer leur production. Une autre problématique était liée à l'augmentation de prix des produits importés (causée par la dévaluation de la monnaie locale) ce qui a eu un impact sur les rendements agricoles dépendants de l'importation d'intrants.

L'inflation consécutive à la dévaluation a eu également un impact négatif sur les petits revendeurs et vendeuses. Au Sénégal avant la dévaluation du franc CFA en 1994, les femmes arrivaient à vendre en un jour sur les marchés un sac de 50 kg de vêtements usagés pour 15 000 FCFA. Aujourd'hui, la même quantité de vêtements coûte 75000 FCFA et se vend en deux semaines<sup>10</sup>.

La libéralisation de l'économie nationale et l'incitation à l'exportation s'est faite au détriment de l'économie locale et des droits des femmes. Au Sri Lanka, plus de 40000 femmes ont perdu leurs moyens de subsistance après le début de l'importation de tissus en 1977, moins chers que ceux réalisés de façon artisanale par les femmes, qui finissent par travailler dans l'exportation de textile

4 OXFAM (R.U. & Irlande), « *Embracing the future, avoiding the challenge of world poverty : Oxfam's response to the World Bank's 'vision' for the Bretton Woods system* », juillet 1994.

5 Communiqué de presse d'Eurostat (comparaison entre 2008-2017) disponible à : <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/5115218/3-29082008-BP-EN.PDF/2067404f-a07f-42eb-83b0-845c07d460ea> et <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/8357275/3-31102017-CP-FR.pdf/a2c59ce6-480b-46d9-a1c0-97eca51c5ae4>

6 *Ibid.*

7 Fondazione studi consulenti del Lavoro, étude de mai 2016 extrapolé de l'article <http://www.ilfattoquotidiano.it/premium/articoli/buona-festa-della-mamma-disoccupata>

8 CADTM, Interventions à la formation à Amsterdam, novembre 2016, <http://www.cadtm.org/Interventions-a-la-formation-a>

9 Kavita Ramdas and Christine Ahn, « *The IMF: Violating Women since 1945* », May 19, 2011, [http://www.ips-dc.org/the\\_imf\\_violating\\_women\\_since\\_1945/](http://www.ips-dc.org/the_imf_violating_women_since_1945/)

10 *Ibid.*

dans des conditions abominables. Dans le pays, plus de 80% de la main-d'œuvre est féminine dans les zones franches d'exportation, des espaces de dérogation fiscales et sociales (où le salaire moyen est de 62 euros par mois) au service de la production pour l'exportation<sup>11</sup>.

### **Précarisation et réformes des retraites**

La baisse des revenus des ménages générée par la récession accentue la précarisation de l'emploi féminin et plus généralement des conditions de vie des femmes. Les femmes ont plus de difficultés que les hommes à accepter des emplois qui ne permettent pas de concilier vie privée et professionnelle et acceptent plus souvent des emplois qui se situent en dessous de leurs qualifications professionnelles et de leur niveau d'étude.

Les femmes ont des pensions plus basses par rapport aux hommes (à parité d'âge et compétences). Cela est dû non seulement à la sur-représentation des femmes dans le secteur informel et dans les temps partiels mais aussi au différentiel de rétribution entre hommes et femmes.

Au niveau mondial, la proportion des femmes au dessus de l'âge de la retraite qui reçoivent une pension est 10,6% plus basse que celle des hommes<sup>12</sup>. **Dans les pays du Sud peu de femmes sont titulaires d'une pension, tandis qu' en Europe sous l'effet des réformes de pensions, la précarité des retraitées et le risque de tomber dans la pauvreté sont accentués.**

En Grèce la loi « Katrougalos » de mai 2016 modifie le système des retraites : les pensions de veuvages (qu'on reçoit en cas de décès du conjoint ou ex-conjoint) ont été diminuées voire supprimées (si la conjointe a moins de 55 ans)<sup>13</sup>. Par ailleurs, la suppression progressive de l'EKAS, une petite pension destinée à compenser les retraites les plus faibles et la diminution des retraites complémentaires, en même temps que l'augmentation des cotisations sociales sur toutes les retraites, plongent un peu plus les femmes âgées (et moins âgées) dans la misère.

Une autre conséquence de l'austérité est l'**augmentation de l'âge de la retraite**.

En Autriche, depuis 2014, les femmes au lieu d'arrêter de travailler à 57 ans doivent maintenant le faire à 60 ans. De manière similaire en Italie avec la réforme Fornero (ministre du Travail sous le gouvernement technique de Monti nommé par l'Union européenne après la crise de la dette de fin 2011)<sup>14</sup>, les femmes doivent continuer à travailler jusqu'à 66 ans avant de pouvoir toucher leur retraite.

Une autre source d'inégalité se creusant en période d'austérité est la ségrégation professionnelle, qui correspond à une division sexuelle du travail bien précise. Comme vu précédemment, on constate une concentration élevée de femmes dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du travail social, suivis par le commerce de gros et de détail. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), ce degré de **ségrégation sur base sectorielle a augmenté d'un tiers au cours des deux dernières décennies**. La ségrégation professionnelle existe tant dans les pays émergents que dans les pays dits développés<sup>15</sup>.

### **Les coupes dans les budgets de protection sociale et des services publics**

En Europe, au nom des économies à réaliser pour faire face à la crise de la dette de 2010-11, les budgets de protection sociale ont subi des coupes draconiennes. Les femmes sont particulièrement

11 Laurence Buzenot, *Textile-habillement et zones franches à Sri Lanka*, 8 mars 2013, disponible sur <http://slkdiaspo.hypotheses.org/1652>

12 OIT, *World Employment and Social Outlook: Trends for women 2017*, disponible à :

[http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms\\_557245.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_557245.pdf)

13 Women's Solidarity Venue, Grèce : *Non au durcissement de la loi sur les pensions de veuvage!*, disponible à : <https://www.change.org/p/le-parlement-hell%C3%A9nique-gr%C3%A8ce-non-au-durcissement-de-la-loi-sur-les-pensions-de-veuvage>

14 A détailler - <http://www.ilsole24ore.com/art/notizie/2015-01-20/cosa-prevede-riforma-fornero-164237.shtml?uuid=ABFbuxgC>

15 Laurence Buzenot, *Textile-habillement et zones franches à Sri Lanka*, op.cit

touchées par ces politiques puisque elles sont à la fois majoritairement usagères de ces services (allocation de maternité, soins gynécologiques, soins liés à la grossesse, mais aussi car leur espérance de vie est plus élevée en moyenne) et employées dans les secteurs de soins de santé, de l'éducation et plus en général dans la fonction publique<sup>16</sup>.

Partout on assiste à une **réduction significative des politiques familiales** des États- parmi lesquelles la **diminution des budgets pour les allocations de chômage, les allocations sociales, les aides aux familles, les allocations de maternité, les prestations aux personnes dépendantes- et des programmes promouvant l'égalité des genres.**

Ici quelques exemples de la diminution du financement des politiques familiales.

Au Royaume-Uni, la subvention de bonne santé pendant la grossesse, les allocations familiales, les crédits d'impôts liés à la naissance d'un enfant ont tous été restreints ou gelés après le début de la crise. D'autres réductions de prestations sociales, comme celles des aides au logement, touchent les femmes de façon disproportionnée. Une étude commandée par le syndicat britannique TUC relève que, suite à toutes ces mesures, les mères célibataires ont perdu pas moins de 18 % de leurs revenus nets<sup>17</sup>.

En Belgique<sup>18</sup>, sous le gouvernement Di Rupo, 25000 personnes ont été exclues du chômage : cette mesure touche particulièrement les femmes puisque elles représentent 61% des personnes exclues. La décision de la Commission européenne en juillet 2015 de retirer la proposition de loi pour l'augmentation du congé de maternité de 14 à 18 semaines est un exemple de l'échec de l'UE et de ses États membres, de s'investir pour une protection digne et humaine des femmes européennes<sup>19</sup>.

En ce qui concerne les **politiques d'égalité de genre** citons à titre d'exemple la fermeture du ministère pour l'Égalité en Espagne et son absorption par le ministère de la santé en 2010.

Avec la récente crise de la dette en Europe mais également avec l'application des mesures d'ajustement on assiste à un transfert des rôles et des responsabilités essentielles de l'État vers la sphère privée et donc principalement vers les femmes. Le travail gratuit de femmes- pilier des sociétés patriarcales dans lesquelles nous vivons- a été exacerbé par la vague de **privatisations des entreprises publiques** imposée par l'austérité des IFI.

Ces privatisations, faisant très souvent partie des conditions des prêts, sont pour la population synonyme d'augmentation des tarifs, d'une dégradation de la qualité des services et d'une diminution de l'accessibilité pour les personnes pauvres et habitant les zones rurales.

La privatisation de l'eau imposée à de nombreux pays du Sud sous ajustement a obligé les populations à se déplacer vers des puits publics, a augmenté la charge de travail des femmes- la plupart d'entre elles sont en effet responsables d'alimenter la famille en eau. Il faut savoir que cette activité est une des raisons pour laquelle les jeunes filles arrêtent souvent d'aller à l'école, voient leur santé dégradée (les charges portées généralement sur la tête sont lourdes et génèrent bien souvent des douleurs de dos et de nuque) et sont plus exposées à des violences qui surviennent souvent aux environs des puits.

---

16 En Europe, les femmes représentent 78% de la force de travail des services sociaux et de santé et 60% des enseignant-e-s des secteurs primaires et secondaires. Voir Oxfam International/ European Women's Lobby, *"Women's poverty and social exclusion in the European Union at a time of recession – An Invisible Crisis?"*, March 2010, p.24, disponible sur:

[http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/economic\\_crisis/downloads/tr\\_gec\\_an\\_invisible\\_crisis\\_240310.pdf](http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/economic_crisis/downloads/tr_gec_an_invisible_crisis_240310.pdf)

17 Confédération européenne des syndicats – CES, Enquête du 8 mars 2011, p.19,

[https://www.etuc.org/IMG/pdf/8\\_Marc...](https://www.etuc.org/IMG/pdf/8_Marc...)

18 Claude De Decker, *25.000 personnes exclues du chômage: «Ce n'est qu'un début», craint Nollet*, Le soir, février 2016, <http://www.lesoir.be/1126644/article/actualite/belgique/politique/2016-02-19/25000-personnes-ex-clues-du-chomage-ce-n-est-qu-un-debut-craint-nollet>

19 RTBF, *UE: le congé de maternité de 20 semaines, ce n'est pas pour demain*, mars 2015,

[https://www.rtf.be/info/dossier/euranetplus/detail\\_ue-le-conge-de-maternite-de-20-semaines-ce-n-est-pas-pour-demain?id=8934185](https://www.rtf.be/info/dossier/euranetplus/detail_ue-le-conge-de-maternite-de-20-semaines-ce-n-est-pas-pour-demain?id=8934185)

En ce qui concerne les privatisations ou les fermetures des **services de santé** non seulement celles-ci privent les femmes de leur emploi puisqu'elles sont travailleuses majoritaires dans ce secteur mais impliquent également pour beaucoup d'entre elles de devoir assumer les soins des personnes malades et âgées de la famille.

Depuis 2010, près de 850 cliniques de proximité et 11 hôpitaux ont été fermés en Grèce<sup>20</sup>. Et dans ceux qui continuent leurs activités règne un tel manque de personnel et de matériel médical que de nombreux services sont dans l'incapacité d'assurer les besoins médicaux de tous les patients.

En République Démocratique du Congo (RDC), la privatisation de la santé voulue par la Banque mondiale et le FMI, signifie pour une future mère, n'étant pas en mesure de payer les soins pour l'accouchement, qu'on la laissera mourir avec son enfant aux portes de l'hôpital ou on la gardera en otage au sein des maternités jusqu'à ce qu'elle puisse payer les soins gynécologiques ! La RDC occupe la sinistre troisième place des pays les plus touchés par la mortalité infantile et maternelle de par le monde. Énormément de femmes y perdent la vie en voulant la donner.

Les PAS et l'austérité ont aussi eu un impact sur les **droits sexuels et reproductifs des femmes**. Il s'agit d'un secteur spécifique de la santé publique étroitement lié à la promotion de l'égalité des sexes. Partout, dans les pays du Sud comme en Europe, toujours moins de subsides sont attribués à la prévention du VIH, aux IVG, aux planning familiaux et aux soins de santé préventifs des femmes.

En France, durant la dernière décennie, pas moins de 20% des maternités françaises ont été fermées<sup>21</sup> et en Grèce, avant l'arrivée de Syriza au pouvoir, la Troïka obligeait les femmes à verser 1 000 euros pour mettre au monde leurs enfants<sup>22</sup>.

La réduction des revenus, la précarité généralisée et les pressions générées par l'austérité sont souvent la cause d'un accroissement significatif des **violences envers les femmes**. Comme le témoigne Yvonne 'Ngoyi membre du réseau CADTM en RDC: "Beaucoup de femmes se prostituent pour payer leur frais de scolarité, pour un emploi, pour des papiers, etc., ou plus souvent pour des échanges de plus en plus maigres comme un simple repas [...]. A Lusaka, de nombreuses filles se livrent à la prostitution en déclarant que la seule richesse qui leur reste, c'est leur corps".

Dans les pays où elles sont appliquées, les politiques d'ajustement ne réussissent qu'à alimenter une dynamique de crise, de stagnation et de déclin allant de pair avec une aggravation de la pauvreté et des inégalités qui touchent en premier lieu les femmes. Partout, elles entravent l'**émancipation des femmes et détruisent les fragiles acquis féministes. De fait, ce sont bien les femmes qui paient le prix le plus élevé des politiques imposées au nom de la dette. Elles sont donc les véritables créancières au niveau national et international. Elles sont titulaires d'une énorme dette sociale**. Sans leur travail gratuit de production, de reproduction et de soins aux personnes, nos sociétés péricliteraient tout simplement.

---

20 Marina Rafenberg, *En Grèce, un système de santé public à bout de souffle*, juin 2017, Le monde, [http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/06/14/en-grece-un-systeme-de-sante-public-a-bout-de-souffle\\_5144339\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/06/14/en-grece-un-systeme-de-sante-public-a-bout-de-souffle_5144339_3234.html)

21 Guillaume Guichard, *Ces maternités qui doivent s'améliorer... ou fermer*, janvier 2015, Le Figaro, <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/01/22/20002-20150122ARTFIG00465-ces-maternites-qui-doivent-s-ameliorer8230-ou-fermer.php>

22 Solidarité France-Grèce pour la santé, *Témoignages sur la situation sanitaire en Grèce aujourd'hui*, juin 2015, <http://www.gaucherepublicaine.org/international/temoignages-sur-la-situation-sanitaire-en-grece-aujourd'hui/7396365>